

<https://www.pressegauche.org/Negociation-des-professionnelles-et-professionnels-de-l-education-L-attitude-du>



**Négociation des
professionnelles et
professionnels de l'éducation -
« L'attitude du gouvernement
met en péril les services aux
élèves » - Jacques Landry,
président de la FPPE-CSQ**

Date de mise en ligne : jeudi 29 avril 2021

- Communiqués -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 29 avril 2021 - Quelque 10 000 professionnelles et professionnels de l'éducation, membres de syndicats affiliés à la Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE-CSQ), sont en grève ce matin pour dénoncer l'impasse, dans le cadre des négociations avec le gouvernement, et les offres ridicules et inchangées, malgré plus d'un an aux tables de négociation.

Le président de la FPPE-CSQ, Jacques Landry, soutient que la négociation se déroule avec des porte-parole gouvernementaux qui ne semblent pas conscients de la gravité de la situation dans l'ensemble des écoles du Québec.

« Partout au Québec, le manque de professionnelles et professionnels est devenu si criant que seuls les élèves ayant les besoins les plus urgents ont accès aux services, pendant que des centaines d'autres jeunes sont abandonnés sur des listes d'attente durant des années. Ça n'a absolument aucun sens. L'inaction de ce gouvernement met en péril le droit de tous les élèves d'avoir accès aux mêmes services. Ce n'est pas rien », dénonce Jacques Landry.

Le premier ministre doit agir dans l'intérêt des élèves

Ce dernier ajoute que le gouvernement Legault doit absolument saisir l'occasion offerte par cette négociation pour discuter sérieusement avec ses vis-à-vis syndicaux afin d'apporter de vraies solutions aux problèmes urgents auxquels sont confrontés chaque jour les professionnelles et professionnels de l'éducation.

« Une enquête récente menée auprès de l'ensemble de nos membres à travers le Québec a révélé qu'un nombre anormalement élevé d'entre eux songe sérieusement à quitter son emploi, notamment à cause des conditions de travail devenues trop difficiles, du manque de reconnaissance et du salaire insatisfaisant. Le premier ministre François Legault ne peut pas demeurer les bras croisés et ne rien faire. Il a le devoir et la responsabilité d'agir pour empêcher une telle fuite de ressources professionnelles à un moment où la capacité d'assurer les services aux élèves n'est plus assurée », explique le président de la FPPE-CSQ.

Des moyens à prendre avant qu'il ne soit trop tard

Jacques Landry ajoute que les problèmes actuels d'attraction et de rétention du personnel ont pour incidence que la charge de travail du personnel professionnel est devenue trop lourde et en décourage plusieurs de continuer ou d'y venir.

« Il faut absolument que le gouvernement prenne les moyens qui s'imposent pour rendre à nouveau attrayants les emplois des professionnelles et professionnels, faute de quoi la situation va continuer à se dégrader et le problème du manque de ressources va devenir bientôt insurmontable. La question est plus actuelle que jamais : veut-on vraiment des services publics en éducation ? Le gouvernement Legault doit faire preuve de courage et agir, s'il a vraiment à coeur la qualité de l'éducation au Québec, comme il le prétend », commente le leader syndical.

Un cri du coeur que le gouvernement doit entendre

Allant dans le même sens, la présidente de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Sonia Ethier, déclare que le gouvernement Legault doit voir plus qu'un moyen de pression dans cette grève déclenchée aujourd'hui.

« Le message envoyé par la grève des professionnels de l'éducation à l'endroit du gouvernement est un véritable cri du coeur pour de meilleures conditions de travail et de meilleurs services auprès des élèves en difficulté ou qui ont des besoins spécialisés. Malgré l'urgence de favoriser la rétention du personnel professionnel des écoles et des centres de services scolaires, le refus du gouvernement de bonifier ses offres traduit une sorte d'indifférence à l'endroit du sort des élèves. Nous rappelons que les conditions de travail pour les personnes oeuvrant dans les services à la population, ça nous concerne tous ! », conclut la présidente de la CSQ.

D'autres journées de grève à venir ?

Le président de la FPPE-CSQ espère donc que le cri lancé aujourd'hui par 10 000 professionnelles et professionnels de l'éducation sera entendu à Québec et que cela se traduira par une plus grande ouverture à la table de négociation. « Je terminerai en mentionnant que nos membres nous ont accordé un mandat de grève de cinq jours et nous n'hésiterons pas à y recourir, si nécessaire », conclut Jacques Landry.